

Avanti !

Courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse
Bulletin n° 42 – Mai 2007

Conseil de rédaction : *Seb Borges, Sylviane Charles, Gérard Combes, Jean-Philippe Divès, Sylvestre Jaffard, François Laner, Grégory Lenormand, Jean-Louis Marchetti, Jan Pauwels, Virginia de la Siega, Julien Sojac*

Pour vous abonner, vous désabonner, pour tout contact : contact@avanti-lcr.org

Retrouvez le bulletin *Avanti !*, d'autres textes, des liens... sur le site : <http://avanti-lcr.org>

Dans ce numéro :

Sans soutien ni illusions en Royal : le 6 mai, faire barrage à Sarkozy ! (page 1)

La « gauche de la gauche » dans le premier tour : un résultat sans appel (page 3)

Comment aborder maintenant la bataille pour la « nouvelle force anticapitaliste » ?
[page 4]

SANS SOUTIEN NI ILLUSIONS EN ROYAL

Le 6 mai, faire barrage à Sarkozy !

« Contre cette droite arrogante, le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un referendum anti-Sarkozy pour tous ceux et celles qui entendent résister à sa politique. Le 6 mai nous serons du côté de ceux et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la république. Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Nicolas Sarkozy » (Déclaration d'Olivier Besancenot au soir du 22 avril).

C'est à juste titre que des millions de salariés, de jeunes, d'exclus sont profondément inquiets devant la possibilité que Sarkozy l'emporte le 6 mai. Faire barrage au candidat soutenu par le Medef, à celui qui après avoir séduit et capté dès le premier tour une grande partie de l'électorat du Front national, entend appliquer en France un programme largement inspiré des thèses de la « révolution néoconservatrice », est une tâche immédiate et de première importance.

Une autre raison de faire bloc pour battre Sarkozy, en utilisant le bulletin de vote marqué Royal (puisque le 6 mai il n'y aura pas d'autre moyen), est que les travailleurs se sentiraient plus forts, plus confiants pour mener les luttes qui seront dans tous les cas indispensables, si malgré tous les obstacles ils réussissaient à écarter cette menace.

Mais le principal obstacle pour atteindre cet objectif, c'est Royal et le PS eux-mêmes. Quand bien même ce parti peut encore conserver quelques liens avec le mouvement ouvrier, sa candidate et son « pacte présidentiel » n'ont vraiment rien de gauche. C'est bien pourquoi elle s'avère incapable de mobiliser les salariés à partir de ses propres propositions et laisse l'initiative sur pratiquement tous les terrains au chef de l'UMP.

La stratégie de second tour de Ségolène Royal est axée sur « l'ouverture au centre », c'est-à-dire la recherche d'une alliance stratégique avec l'option de droite plus conciliatrice représentée par Bayrou. Elle a multiplié les avances en sa direction... et été payée de retour. Le candidat de l'UDF veut-il marquer un peu sa différence, par exemple lors de sa conférence de presse du 25 avril, Royal répond immédiatement « *en renvoyant à un "malentendu" l'appréciation portée par le responsable centriste sur la partie économique de son programme : "Je ne propose pas l'étatisation de l'économie, bien au contraire"* » (*Le Monde*, 27 avril). On a vu Prodi, le président du gouvernement italien de « centre-gauche »

auquel Bayrou se réfère comme son modèle, apporter son soutien à Royal et appeler à une alliance PS-UDF. Si l'on en juge par le débat télévisé Royal-Bayrou du 28 avril, cela semblerait – dans l'hypothèse d'une défaite de Sarkozy – en assez bonne voie.

Si Ségolène Royal était élue malgré sa politique, son programme et ses alliances, elle mènerait donc une politique sans doute moins agressive envers les travailleurs, mais qui ne resterait pas moins unilatéralement favorable à la bourgeoisie. Ainsi qu'Olivier Besancenot et la LCR le soulignent, notre tâche face à un gouvernement « de gauche » (ou centre-gauche) serait alors de faire en sorte qu'il soit confronté à une forte opposition de gauche, et pas seulement de droite comme cela avait été le cas sous Jospin.

Aurait-il pour autant fallu poser des « conditions » à un vote Royal le 6 mai ? Nous ne le pensons pas. Subordonner l'appel à battre Sarkozy au fait que Royal s'engage sur des mesures favorables aux travailleurs est une posture irréaliste, qui aurait tout au plus contribué à entretenir ou ressusciter des illusions.

« Accrochés » les uns aux autres...

C'est aussi pourquoi la LCR a eu raison de refuser de tenir, dans l'entre-deux tours, des meetings communs avec les forces de la « gauche antilibérale ». Cela aurait en effet impliqué de s'afficher à la tribune avec des dirigeants (de Buffet à Bové, sans compter Mélenchon) qui s'affichent eux-mêmes aux côtés de Royal, marquant bien ainsi qu'ils ne sont pas prêts à assumer une ligne d'indépendance et de rupture avec le Parti socialiste.

Or notre prise de position devait être d'une clarté totale : faire barrage à Sarkozy en utilisant le bulletin Royal n'implique de la part de la LCR aucune forme de soutien ou solidarité envers la candidate du PS. Après notre résultat électoral et face à la responsabilité qu'il nous confère, ce n'est vraiment pas le moment de faire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme le fait de mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes.

Peut-être est-ce l'occasion de se rappeler – ou de proposer à la réflexion – une citation célèbre d'un auteur et acteur marxiste révolutionnaire du passé, qui délivrait en quelques mots une description saisissante de la façon dont certains courants radicaux, voire révolutionnaires, pouvaient s'intégrer à la chaîne de compromissions qui fonctionne dans le cadre du régime bourgeois :

« Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval » (Léon Trotsky « Front populaire et comités d'action », novembre 1935, publié dans le recueil « *Où va la France ?* »).

Marceau Pivert était le principal dirigeant de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, la tendance de gauche du PS de l'époque, et Jules Zyromski celui de sa tendance Bataille socialiste, proche des positions du Parti communiste. Chacun connaît Léon Blum, futur chef du front populaire, tout comme Maurice Thorez, secrétaire général du PC. Edouard Herriot était le principal dirigeant du Parti radical, le grand parti bourgeois qui entrera dans le front populaire, et Pierre Laval – futur chef du gouvernement de Vichy – la figure emblématique de la droite dure des années trente.

Les circonstances et la situation politique d'aujourd'hui sont évidemment fort différentes. Mais s'agissant du sujet que Trotsky traitait dans ces lignes, les problèmes de fond restent en grande partie similaires. De la même façon on pourrait donc dire :

« Autain et Salesse s'accrochent à Buffet, qui, de concert avec Mélenchon s'accroche à Royal, qui s'accroche à Bayrou et à Sarkozy... »

« Les centristes ont beau bavarder sur "les masses", c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels mots d'ordre révolutionnaires, Marceau Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l'"unité organique", qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires (...) La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle », ajoutait alors le dirigeant de la révolution d'Octobre et fondateur de la IV^e Internationale.

En 2007, la condition de la construction d'un nouveau parti anticapitaliste, de la reconstruction d'une vraie gauche, c'est l'opposition la plus claire à la direction du Parti socialiste !

La « gauche de la gauche » dans le premier tour : un résultat sans appel

La crainte d'une réédition du 21 avril 2002 et la volonté de faire barrage à Sarkozy auront donc provoqué au sein de l'électorat de gauche un double phénomène de transfert selon le mécanisme dit du « vote utile ». D'une part, d'anciens électeurs du PS ont apporté leurs voix à Bayrou parce qu'il leur semblait avoir plus de chances que Royal de l'emporter au second tour. D'autre part, ceux qui dans d'autres conditions auraient voté « à gauche de la gauche » ont préféré choisir Royal afin de garantir sa présence le 6 mai.

L'extrême gauche représentée par Olivier Besancenot et Arlette Laguiller passe ainsi de 2.840.000 voix (9,97 %) en 2002 à un peu moins de 2 millions (5,41 %), ce total atteignant 2.480.000 (6,73 %) si l'on y ajoute les votes en faveur de José Bové. Avec le PCF, l'ensemble des candidats situés à la gauche du PS (y compris l'anecdotique Schivardi) ont recueilli un total d'environ 3.290.000 voix, soit 9 % des suffrages exprimés, contre 3.930.000 (13,81 %) il y a cinq ans.

Toutes ces candidatures ont subi l'effet du vote utile, y compris celle d'Olivier Besancenot dont plus de la moitié des voix de 2002 sont allées vers d'autres candidats, essentiellement Ségolène Royal. Il est cependant remarquable que de toutes les candidatures à la gauche du PS, celle de la LCR soit la seule à émerger. Dans un contexte de participation record Olivier Besancenot maintient à peu près son pourcentage (4,08 %, contre 4,25 en 2002) et progresse de 290.000 voix, pour atteindre 1,5 million de suffrages, principalement dans le salariat jeune (que celui-ci poursuive ou non des études) et dans les concentrations ouvrières du pays.

Dans cette compétition aux règles si particulières, ultra-médiatisée et personnalisée, la LCR avait certes l'avantage de disposer du meilleur candidat à la gauche du PS. Aussi bien par ses capacités d'exposition et de débat que dans son « profil », celui d'un jeune travailleur – pas un professionnel de la politique – partageant le quotidien de la majorité des salariés, en empathie de larges secteurs des travailleurs et de la jeunesse.

Mais les qualités de notre porte-parole n'expliquent évidemment pas d'aussi grands écarts. Arlette Laguiller est une personnalité très populaire, qui avait obtenu à plusieurs reprises des scores importants. José Bové disposait au départ d'un fort capital de notoriété et de sympathie. Et Marie-George Buffet était plutôt une bonne candidate du PCF, bien meilleure en tout cas que Robert Hue, candidat en 1995 et en 2002.

Les raisons fondamentales sont bien politiques. Si la candidature d'Olivier Besancenot et la campagne de la LCR ont « décollé » au cours des dernières semaines (comme en a témoigné, autant et plus que les sondages, l'affluence grandissante dans les meetings), c'est parce qu'elles sont apparues porteuses d'un message radical, répondant aux préoccupations d'une fraction importante des travailleurs et de la jeunesse, sans compromission ni illusions envers la fausse gauche de Royal.

Tel n'était certes pas le cas du PCF, dont l'axe de campagne a consisté à expliquer que le vote Buffet était un moyen (et le seul) de faire pression sur le PS pour qu'il adopte une politique de gauche. Cette politique était vouée à l'échec. « *Son orientation consistant à combiner perspective antilibérale et "union de toute la gauche" est de moins en moins crédible* », était-il affirmé dans le bulletin *Avanti !* publié il y a un mois. « *C'est pourquoi il a été (tout comme les Verts) entraîné par le "trou d'air" de la campagne Royal : à quoi bon une petite aile antilibérale (ou écologiste) d'un social-libéralisme qui ne fait rêver personne. Et il risque fort de ne pas bénéficier d'un éventuel rebond de la candidate du PS : si l'enjeu fondamental est d'éviter un deuxième tour entre Sarkozy et Bayrou, sans parler de Le Pen, mieux vaut voter au premier tour Royal que Buffet.* »

C'est ce qu'il s'est passé, avec pour résultat le pire score du PCF de toute son histoire : à peine 700.000 voix soit moins de 2 % (1,93).

Inodore, incolore et sans saveur, la campagne de José Bové a condensé tout ce que le « centrisme » (définition marxiste s'appliquant aux courants incapables de choisir entre les politiques de type union de la gauche et l'anticapitalisme) peut comporter d'incohérence,

d'éclectisme et même d'aventurisme. Tandis qu'Yves Salesses, le conseiller économique, allait sans rire expliquer sur les plateaux de télévision comment un bon gouvernement de gauche pourrait récupérer au détriment du capital dix points de PIB « *sans affecter la compétitivité de nos entreprises* », José Bové se ridiculisait en proclamant qu'il prendrait Nicolas Hulot comme premier ministre, un jour avant de rectifier le tir en présentant cette annonce comme « *une boutade* ».

Quant à la prétention d'incarner une candidature « *unitaire* », elle s'est effondrée d'elle-même à partir du moment où, dans le cadre d'une dénonciation apolitique « *des partis, des appareils* », le candidat s'est mis à agresser systématiquement le PCF et – surtout – la LCR, au point de dénoncer leurs représentants comme faisant partie de « *la même bande des 11 autres candidats* »... Son acceptation d'une « *mission d'étude* » sur « *la mondialisation et la souveraineté alimentaire* » auprès de Ségolène Royal, qui ne peut être interprétée que comme une forme de (semi) ralliement, est venue couronner le tout. Au bilan, un score très pauvre (1,33 %) au regard des perspectives mirobolantes qui avaient été agitées, des centaines de militants désemparés et le fait qu'une très respectable trajectoire de combattant du mouvement social se trouve, malheureusement, ternie.

La chute la plus spectaculaire a cependant été celle d'Arlette Laguiller, qui a perdu 70 % de ses voix par rapport à 2002, en tombant de 5,72 à 1,34 % des suffrages exprimés. Un effet « *générationnel* » a sans doute joué au profit d'Olivier Besancenot, vers lequel se sont reportés quelques centaines de milliers d'anciens électeurs d'Arlette. Mais aussi, l'incapacité chronique de Lutte Ouvrière (manifeste au cours de ses meetings et dans les clips de sa campagne officielle) à établir un dialogue et à proposer des perspectives d'organisation à ceux qui peuvent adhérer à ses propositions.

Une autre cause est sans doute à rechercher dans un positionnement « *tactique* » étrange, et en tout cas nouveau dans l'histoire de LO. Arlette Laguiller expliquait en effet que le programme qu'elle présentait n'était pas le sien mais celui « *qu'appliquerait un gouvernement (du PS) vraiment socialiste* » – une idée qui manque pour le moins de crédibilité. Comme ses affiches l'illustraient assez bien, elle a proposé une politique non pas alternative et indépendante, mais de pression sur le PS et dans une moindre mesure le PCF. Autrement dit, l'indépendance et l'opposition n'étaient plus tant du côté de LO que de celui de la LCR.

Comment aborder maintenant la bataille pour la « nouvelle force anticapitaliste » ?

Après le succès de sa campagne présidentielle, la LCR a la possibilité de gagner une large couche de nouveaux militants, notamment dans des régions et zones ouvrières et populaires où elle était peu implantée. En même temps, son résultat la place en première ligne dans le champ de la gauche radicale voire même, simplement, d'une gauche qui reste de gauche... L'objectif d'un nouveau parti anticapitaliste, qu'elle a avancé depuis plusieurs années avec plus ou moins de clarté et de conséquence, est ainsi plus que jamais d'actualité. Ci-après, une première contribution au débat.

Une LCR même substantiellement élargie et transformée ne serait pas le nouveau parti anticapitaliste. Si l'on conserve l'objectif de former dans un délai raisonnable un parti de masse capable de changer les rapports de forces politiques, il est toujours nécessaire d'agir simultanément à un autre niveau, plus ambitieux.

La situation objective et la place politique que nous avons conquise dans la campagne présidentielle devraient plus que jamais nous y pousser. Car le nouveau tournant à droite du PS et la nouvelle phase de crise et déclin du PCF vont inévitablement laisser en friche de nouvelles terres à gauche, au sein du mouvement ouvrier et social. Alors que dans le même temps la Ligue sort du 22 avril en pole position à la gauche du PS, donc avec des responsabilités auxquelles elle n'a jamais été confrontée à un tel niveau.

Gagner (et ensuite garder) une couche la plus large possible de nouveaux militants, dont le profil – plus ouvrier et populaire – sera en partie différent de celle qui nous a rejoint en 2002, est la tâche la plus immédiate. Il est clair que des mesures urgentes sont à prendre pour que nos sections soient plus accueillantes aux travailleurs, pour qu'ils y trouvent véritablement un instrument pour l'action de classe et la formation marxiste. Mais nous sommes également confrontés, d'ores et déjà, à un autre problème tout aussi important à résoudre : celui de savoir comment se positionner et agir pour un parti anticapitaliste de masse dans les conditions de la nouvelle étape politique qui est en train de s'ouvrir.

Ces deux niveaux et ces deux tâches ne sont pas contradictoires, mais au contraire complémentaires et interdépendants. D'une part, renforcer et transformer la LCR est nécessaire afin d'agir plus efficacement en faveur d'une construction politique supérieure. D'autre part, agir pour réunir les conditions d'un parti de masse sera la condition afin de ne pas stériliser – voire entraver – nos progrès organisationnels.

Ce qui a changé

C'est dans ce cadre, pour mener de front ces deux tâches, qu'il nous faut enregistrer les nouvelles coordonnées politiques « à gauche de la gauche ». Depuis la bataille du référendum sur le TCE, le champ politique à gauche du PS était dans une large mesure structuré par l'expérience du Non de gauche. Or, cette question a été pour l'essentiel absente de la campagne présidentielle et elle n'a pratiquement pas pesé dans le choix des électeurs. Le Non de gauche a ainsi cessé d'être un élément structurant de la vie politique. L'étape qui lui avait correspondu, et s'était ouverte autour du 29 mai 2005, s'est refermée.

S'y ajoute le facteur que constituent les résultats électoraux des courants politiques compris dans cet arc de forces (et aussi, même si les logiques à l'œuvre sont différentes, ceux de LO et du PT) : globalement médiocres, mais surtout pour certains et pas vraiment pour tout le monde. Nous ne sommes pas électoralistes et ne devons surtout pas tomber dans le triomphalisme, mais lorsque les différences sont aussi nettes, on ne peut pas ne pas les prendre en considération. Ces résultats vont entraîner, entraînent déjà des conséquences. Place du Colonel Fabien, les couteaux sont sortis et les législatives ne pourront que différer les déchirements. Le coup de massue que le mouvement réuni autour de Bové a reçu sur la tête lui laissera au moins des séquelles sérieuses. Tandis que les « socialistes du Non » qui ne se sont pas totalement ralliés au *New PS* se retrouvent au trente-sixième dessous.

Conclusion : le mouvement antilibéral continuera comme mouvement objectif, de lutte et de résistance face aux attaques néolibérales, mais en tant que mouvement spécifique qui avait surgi et s'était organisé à travers l'expérience du référendum, il est mort (même s'il en reste et restera des traces).

Il faut donc passer à autre chose. Pour prendre un exemple : logiquement, car c'était en réponse à une réalité, la résolution législatives de notre direction nationale de fin mars faisait référence aux discussions que des camarades pouvaient avoir localement autour des « 125 propositions » ou du fameux texte « ambition-stratégie-candidatures ». Ces textes sont maintenant dépassés et deviendront rapidement obsolètes. Si dans certains endroits des candidatures communes se concrétisent sur les bases explicitées lors de cette DN, ce sera bien sûr une excellente chose. Il reste que dans l'étape qui s'ouvre, le rassemblement des antilibéraux et des anticapitalistes ne se fera plus sur les bases du Non de gauche.

Faire ce constat n'implique évidemment pas qu'il faudrait se désintéresser des courants politiques et des militants qui s'étaient investis dans les collectifs antilibéraux – bien au contraire. Cela signifie que le combat unitaire à mener dans la perspective d'une nouvelle force doit être repris différemment.

Le point de départ pour de nouveaux regroupements sera naturellement donné par la résistance aux attaques du prochain gouvernement, quel qu'il soit. Si le PS revient aux affaires (ce qui demeure une possibilité), les choses seront plus claires : le lien sera presque direct avec la construction d'une opposition politique de gauche. Mais la nécessité d'un tel front ne sera pas moins forte si ce sont Sarkozy et l'UMP qui s'imposent.

Un front politique

A cette dernière affirmation, des camarades répondent que l'unité dans la lutte est toujours plus large et que face à la droite elle englobe nécessairement les sociaux-libéraux. Mais une chose est la participation aux mobilisations, où il arrive effectivement que l'on se retrouve avec la direction du PS ou l'appareil de la CFDT, autre chose est leur préparation puis la conduite démocratique et les objectifs politiques de ces mobilisations. Toute l'expérience montre que ce travail regroupe fondamentalement des militants ayant une idée (même vague) de perspective alternative, au minimum antilibérale et donc opposée au social-libéralisme. Pour le front unique permanent avec les militants du PS il y a les syndicats et intersyndicales, les associations ou collectifs thématiques (de RESF au CNDF, etc.), et cela suffit amplement.

Il conviendrait d'ailleurs, à ce sujet, de tirer un bilan de la participation de la LCR à l'opération « Riposte », que le PS avait lancée au moment du CPE. Cela n'a servi à rien. Sauf à brouiller (un peu) notre profil, surtout lorsque nous avons si malencontreusement contresigné cette adresse demandant à Chirac de conjurer la catastrophe menaçant le pays ; et dans le même temps à ne pas prendre, sur le terrain du rassemblement politique, d'autres initiatives plus appropriées et utiles. Pour ses initiateurs, la structure « Riposte » n'a elle-même servi à rien d'autre qu'une tentative – avortée – de relégitimation politique du PS et de relance d'une nouvelle union de la gauche.

C'est donc bien aux militants, courants et organisations du spectre politique à la gauche du PS – en premier lieu le PCF, la mouvance des comités Bové et LO – qu'il conviendra de s'adresser après la fin de la séquence électorale en cours, pour proposer la formation d'un front antilibéral et anticapitaliste, dans des formes qui dépendront en partie des résultats des scrutins à venir (« front de résistance » si c'est Sarkozy et l'UMP, « opposition de gauche » si c'est Royal et le PS).

Cette démarche devrait être entreprise sans illusions quant fait que les directions des principales forces politiques concernées pourraient s'empresse de répondre positivement, mais avec la conviction que, parce qu'elle répondra à la nécessité de reconstruire une gauche de combat, elle aidera à féconder l'action de militants et l'émergence de courants susceptibles de converger vers des objectifs proches des nôtres.

Elle devrait nécessairement intégrer, comme l'un de ses principaux éléments de départ, l'acquis de la campagne que nous avons menée autour de la candidature d'Olivier Besancenot. Nous devrions proposer qu'un front politique à gauche du PS jette les bases d'un programme anticapitaliste à partir de trois piliers fondamentaux :

- l'essentiel des « mesures d'urgence » que nous avons défendues au cours de cette campagne (salaires, emploi, temps de travail, logement, services publics, discriminations, écologie, démocratie...);
- les moyens de les appliquer ; soit, pour parler vite en reprenant l'expression utilisée par Olivier Besancenot dans ses derniers meetings, le fait que « nous ne voulons pas mettre les mains dans le cambouis mais dans les poches des patrons » ;
- l'indépendance totale par rapport au PS et donc – en remédiant à une faiblesse et une carence récurrentes dans le discours public de la LCR –, nécessairement, la perspective d'un gouvernement alternatif, un gouvernement des travailleurs, quelles que soient les formulations plus « populaires » que l'on pourrait trouver pour le désigner (gouvernement de défense des travailleurs et des pauvres, gouvernement des salariés en rupture avec la logique du profit, etc.).

Sur une telle orientation, qui devrait aussi servir pour la conclusion d'accord locaux aux législatives, une adresse générale pourrait être rendue publique à l'issue de la séquence électorale, annonçant des initiatives plus concrètes à la rentrée.

Jean-Philippe Divès